



Des femmes en burqa trient l'aide alimentaire distribuée par la Croix-Rouge à Kandahar, en Afghanistan, le 15 décembre 2021.

contexte d'effondrement économique, elles paraissent chimériques. "Nous n'avons pas fait vingt ans de djihad pour adopter un système à l'occidental", rappelle le fonctionnaire inflexible.

Et quid de la réouverture des ambassades occidentales à Kaboul, dans une optique de plus grande vigilance du respect des droits des femmes? La trentenaire hésite, dépitée. "Ces forteresses étaient coupées de nous, les Afghanes ne pouvaient pas y rentrer. Elles obtenaient très rarement des visas." Une controverse récente l'a particulièrement ébranlée: lors des premières réunions entre talibans au pouvoir, agences onusiennes et diplomates étrangers (comme le Royaume-Uni ou le Turkménistan), qui devaient aborder les droits des femmes, les délégations occidentales n'en comptaient... aucune. Un manque de courage flagrant, alors que des Afghanes faisaient partie de la délégation avec laquelle "les talibans discutaient face à face, lors des négociations au Qatar tenues en 2020", s'insurge par téléphone Fawzia Koofi, ancienne vice-présidente du Parlement afghan, désormais en exil, qui a participé au dialogue "intra-afghan" au Qatar.

"J'ai le même sang qu'eux, moi!"

Mahbouba Seraj est une autre figure du féminisme afghan. La septuagénaire dirige le seul foyer pour femmes victimes de violences encore en fonctionnement à Kaboul. Une bâtisse neutre aux murs immenses, nichée dans le centre-ville, et qui compte les mêmes vingt-deux pensionnaires que quatre mois plus tôt. Les premiers jours de la prise de Kaboul, des combattants sont appa-

rus, recensant les noms de toutes les occupantes, raconte-t-elle. Et puis ils sont partis. Rencontrer des talibans décisionnaires, "des cadres éduqués, plus modernes" s'est ensuite révélé impossible. "Ce contact tout simple, il est nécessaire pour leur montrer le bien-fondé de nos actions, tempête-t-elle, les yeux brillants de colère. Pouvez-vous croire qu'il est plus facile pour une étrangère occidentale que pour moi de les rencontrer? Mais j'ai le même sang qu'eux, moi!" La militante refuse toutefois de perdre espoir. Elle dit avoir engagé, depuis quelques semaines, des pourparlers informels avec certains cadres du mouvement.

À l'échelle nationale, quelques dizaines d'autres centres ont fermé, par peur des talibans et manque de moyens. Du jour au lendemain, des centaines d'Afghanes victimes de violences ont été abandonnées, dénonce Amnesty International dans un rapport récent, consacré au démantèlement de ces refuges. Exposées aux repréailles des auteurs condamnés, puisque les talibans, lors de leur conquête du pays, ont ouvert en grand les portes des prisons, nombre des pensionnaires ont fini à la rue. Comme Zeba⁽¹⁾, qui fait la manche entre deux générateurs rutilants, posés à même le trottoir. Elle a refusé d'être renvoyée dans sa famille, par peur de nouvelles violences. D'une voix

rentrée, la mère de famille assure que certaines de ses anciennes consœurs se prostituent désormais pour survivre, mais pas elle... À quelques dizaines de mètres de là, les talibans en poste devant le ministère de la Répression du vice et de la promotion de la vertu, implanté au sein du défunt ministère à la Condition féminine, ne la chassent pas pour le moment.

Le porte-parole de l'institution réfute le flou qui maintient les Afghanes dans l'attente. Akif Muhajir rappelle que son gouvernement s'est déjà positionné "en faveur des droits des Afghanes". Par deux décrets annoncés ces dernières semaines: "Les femmes journalistes ne peuvent apparaître à l'écran sans hijab, et nous interdisons les mariages forcés et la spoliation du patrimoine des veuves", claironne-t-il. Selon lui, les brigades à la solde de son ministère seront surtout des "médiateurs", "non autorisés à la violence envers leurs sœurs afghanes". Après qu'il a parlé, un silence de plomb s'installe. Les locaux, autrefois fourmillants de femmes à tous les étages, sont totalement vides. Et le taliban de dénigrer les précédentes locataires: "Tous vous diront qu'elles étaient constamment absentes et analphabètes. Des bonnes à rien."

©Libération

→ (1) Le prénom a été modifié.

EN BREF

Hong Kong

La statue à la mémoire de Tian'anmen déboulonnée

Une statue rendant hommage aux victimes de la répression de Tian'anmen a été retirée de l'Université de Hong Kong jeudi, après 24 ans de présence sur les lieux, ont indiqué les responsables de l'université. Les groupes et les lieux commémorant la répression du 4 juin 1989 sont devenus la cible de la draconienne loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin. Hong Kong a longtemps été le seul endroit où la commémoration des événements était tolérée en Chine. (Belga)

Croatie

Une prime pour le retour des expatriés

La Croatie a annoncé jeudi des mesures financières incitatives pour convaincre les Croates ayant émigré dans d'autres pays de l'Union européenne de revenir dans leur pays, afin de freiner la baisse démographique et le vieillissement de la population constatés ces dernières années. Ces mesures, qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier, prévoient le versement aux expatriés croates résidant dans des pays de l'UE d'une somme allant jusqu'à 26 000 euros s'ils rentrent en Croatie pour créer une entreprise. (AFP)

Niger

Attaque mortelle à la frontière avec le Burkina Faso

Plusieurs personnes ont été tuées et d'autres blessées lors de l'attaque par des djihadistes présumés d'un poste frontière entre le Niger et le Burkina Faso, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Niamey, a appris l'AFP jeudi 23 décembre auprès de sources locales. Le poste visé est situé à quelques kilomètres de Makalondi, ville située sur les "trois frontières" entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali, devenue un repaire des djihadistes sahéliens. (AFP)